

CIBLE

Unité ?

Le 26 septembre, devant les militants de l'UMP, François Fillon a lancé un appel à « l'unité nationale ». Deux jours après, le discours était oublié. Pourquoi ce pitoyable loupé ?

Un facteur personnel : Premier ministre en sursis, aussi fascinant qu'une pizza congelée, l'homme est tout le contraire du Churchill que tous les politiciens voudraient être face à une situation dramatique.

Une contradiction politique : on ne peut appeler à l'unité quand on sert exclusivement les intérêts des groupes sociaux dominants ; on ne peut invoquer la nation quand on laisse détruire sa puissance industrielle.

Une inconséquence : le 18 août, François Fillon avait déclaré que la France n'avait « pas besoin de plan de relance » alors que la situation aux États-Unis et en Europe de l'Ouest ne cesse de s'aggraver depuis un an.

Un mois après avoir démobilisé en prêchant le laisser-faire, on sonne la mobilisation générale. Mais le bruit et le chaos sont tels que les trompettes de la gouvernance ne peuvent être entendues.

OLIGARQUES

Ils refusent d'agir

Belgique

**L'État
disloqué**

p. 6-7

Idées

**Jacques
Julliard**

p. 9

Vérités et mensonges

L'hostilité systématique des médias à l'égard de la Russie est connue. La guerre en Ossétie du Sud a été l'occasion d'un déluge de commentaires absurdes et de contrevérités qu'il importe de souligner.

La guerre d'Ossétie aurait pu être évitée. Le durcissement entre le pouvoir central géorgien et les régions sécessionnistes (Abkhazie, Ossétie du Sud) était prévisible et la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par plusieurs grandes puissances créait un dangereux précédent. Par ailleurs, les manœuvres au début de l'été en Russie (*Kavkaz-2*) et en Géorgie (*Immediate response 2008*, coordonnées par les Américains) et divers incidents créaient dans cette partie du Caucase un réel climat de tension. Mais Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine ne souhaitaient ni la guerre avec la Géorgie ni l'annexion de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud : les déclarations et le comportement des dirigeants russes sont clairs sur ce point et il est significatif que le précédent du Kosovo n'a pas été exploité par la diplomatie russe.

Ces éléments d'appréciation, en tous points vérifiables, ont été masqués par la presse oc-

cidentale - par les médias et les intellectuels français singulièrement. Relayant les thèses américaines, les médias français ont cherché à recréer un climat de guerre froide et réclaté que la France s'aligne de plus en plus complètement sur ce qui est supposé être le camp du Bien.

Avant la publication par Jacques Sapir d'une analyse complète des opérations militaires et des conséquences géopolitiques du conflit, il nous paraît utile de rétablir quelques vérités :

1) Les dirigeants géorgiens sont les agresseurs. Irakli Okrouachvili, ancien ministre géorgien de la Défense, aujourd'hui en exil à Paris, a déclaré que l'invasion militaire de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie avait été planifiée dès 2005. Les autorités géorgiennes ne sont pas tombées dans un piège tendu par les Russes : ceux-ci ont fait savoir qu'ils ne toléreraient pas une offensive contre les deux régions autonomes. Le président Saakashvili n'a pas décidé

d'agir parce qu'il était en situation de légitime défense : l'entrée de ses troupes sur le territoire ossète le 7 août avait pour but la conquête du pays et le bombardement de Tskhinvali a frappé les populations civiles. Un millier de personnes ont été tuées et les photos prises par les satellites civils et militaires montrent l'ampleur des destructions commises par les missiles géorgiens.

En bombardant une population qu'il dit être géorgienne, le président Saakashvili voulait lui faire quitter la ville afin que les colonnes de réfugiés bloquent le tunnel de Roki par lequel les troupes russes devaient nécessairement passer. Cette tactique, qui impliquait un nettoyage ethnique, a échoué. Mais les succès obtenus par les Géorgiens dans les premières heures de leur attaque montrent que les troupes russes étaient peu présentes sur le territoire ossète et que l'état-major russe ne s'attendait pas à une offensive de cette ampleur.

D'où la violence de la contre-attaque et des combats qui se sont terminés par la mise en déroute des troupes géorgiennes.

2) La complicité des Américains est certaine. Plus d'une centaine de militaires américains ont participé aux manœuvres *Immediate response 2008* et leur rôle prépondérant dans l'armée et auprès du gouvernement géorgien ne permet pas de croire qu'ils ignoraient la décision du président Saakashvili. De plus, il est prouvé que des conseillers militaires américains se trouvaient dans les unités combattantes et que les Russes ont refusé de les capturer afin de ne pas durcir la situation sur le plan diplomatique.

3) Les Russes n'ont pas de visées impérialistes sur les pays naguère soviétisés. Ils ne sont pas entrés à Gori et n'ont pas brûlé la ville contrairement aux assertions de Bernard-Henri Lévy. Ils n'ont pas pris Tbilissi qui était sans défense. Ils ne veulent pas reconquérir les pays baltes ni même, semble-t-il, agiter sérieusement la question de la Moldavie, toujours divisée entre russophones et roumanophones.

Il est stupide d'être *anti-russe*. Il serait absurde de se proclamer *prorusse* : il faut simplement cesser de regarder cette puissance européenne post-impériale comme si nous étions en 1950 et plutôt la considérer comme un facteur décisif de stabilisation de la grande Europe...

Annette DELRANCK

royaliste 
BOUTIQUE POLITIQUE BOUTIQUE HÉROÏQUE

SOMMAIRE : p.2 : Vérités et mensonges - p.3 : Des horreurs en macro - Front de gauche - p.4 : Darrois ou le désarroi des notaires... - p.5 : Fracture juridique Nord-Sud - p.6/7 : La tentation de Nuremberg - p.8 : Terreur et martyre - p.9 : Le trio catholique de Julliard - p.10 : Faillite - Kamikase d'été - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Leur inertie.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Des horreurs en *macro*

Quand on voit Jean Peyrelevade, on se dit que c'est un homme sérieux, compétent et tout. Comme il n'est pas gentil avec Nicolas Sarkozy, on a tendance à le trouver sympathique. Ses idées ne le sont pas.

L'homme a vraiment tout pour plaire. Directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, il incarne la gauche traditionnelle. Partisan du tournant de la rigueur, il est une des figures de ce socialisme *réaliste* qui rassurait la droite. Comme il est aujourd'hui vice-président de la Banca Leonardo, une banque d'affaires italienne, après avoir présidé le Crédit lyonnais, on le suppose compétent. Enfin, pompon sur la pomponnette, il s'est inscrit au Modem et il est devenu le conseiller économique de François Bayrou.

Cela signifie que ce centriste parfaitement équilibré (cœur à gauche, portefeuille à droite) sera ministre de l'Économie ou Premier ministre si l'ancien et futur candidat réussit son pari.

Il faut donc prêter de temps à autre attention aux propos qu'il répand avec une belle assurance dans les médias. Assurance d'autant plus grande que Jean Peyrelevade n'est pas tendre avec Nicolas Sarkozy qui aurait commis selon lui une *erreur historique*. Chic ! se dit-on : les ennemis de nos ennemis ne sont-ils pas nos amis ?

Non ! D'abord parce que cette maxime est douteuse, ensuite parce que l'éminent banquier est l'ami de nos ennemis. Pourquoi ?

Relevons d'abord que le dénommé Peyrelevade admire Valéry Giscard d'Estaing

parce qu'il avait une *vraie culture macro-économique* - ce qui ne l'a pas empêché d'accumuler les erreurs et de professer maintes âneries. L'homme de la Banca Leonardo devrait savoir que Charles de Gaulle, qui n'avait pas de culture *macro*, présida au redressement de l'économie nationale.

Observons surtout que le conseiller de François Bayrou reproche à Nicolas Sarkozy de ne pas mesurer la gravité de la situation budgétaire et de la perte de compétitivité des entreprises. Telle est l'erreur de diagnostic qui est consignée par un moliéresque médocastre : or le déficit public est modéré et supportable, et l'appareil productif souffre moins de manque de compétitivité que de destruction accélérée à cause du système ultra-concurrentiel que Jeannot-La-Science ne remet pas en question.

Fidèle à la vulgate ultra-libérale, ce bayrouliste de choc propose de revenir à l'équilibre budgétaire en trois ans (c'est dément, en période de crise) et de *privilégier l'appareil productif au détriment des ménages*, autrement dit de réduire encore les salaires.

Voilà qui plaira aux banquiers privés, au patronat, à Jean-Claude Trichet et à la Commission européenne. Mais qu'on se le dise : c'est de l'horreur économique - et même macro-économique - qu'on nous fourgue là.

Sylvie FERNOY

Front de gauche

Celles et ceux qui militent à l'aile gauche du Parti socialiste se sont rassemblés sur un texte commun qui présente des faiblesses mais qui permettra aux véritables socialistes de se compter.

Lors des guerres picrocholines de La Rochelle, qui opposaient les membres de l'oligarchie rose, on avait oublié qu'il existait au sein du Parti socialiste une forte tendance... socialiste - peu visible parce que depuis longtemps éclatée en divers groupes.

Cette tendance a réussi à se rassembler : les sept contributions signées par Benoît Hamon, Gérard Filoche, Marie-Noëlle Lienemann, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Marc Dolez, Jacques Fleury et Pierre Larroutrou se sont fondues en une seule motion.

À juste titre, la nouvelle gauche socialiste dénonce l'échec des dirigeants d'un parti qui « *n'a plus gagné d'élection présidentielle depuis vingt ans ni de législative depuis onze ans* » et refuse les *synthèses molles* et les *scénarios improbables* produits par l'aile droite de l'appareil.

Les animateurs des tendances de gauche se sont mis d'accord sur six priorités :

- « *Construire un nouveau pacte européen, redistribuer les richesses, réguler le libre échange, affirmer le rôle économique de la puissance publique, promouvoir une politique étrangère de gauche, agir pour une société de progression des droits et de l'égalité. Nous proposons de construire un grand parti de la gauche, à la fois social, écologiste, laïque et populaire* ». Ils vont militer pour un Smic à 1 500 €, la Sécurité sociale pour tous, la

retraite à 60 ans à taux plein, la restauration d'un droit du travail réellement protecteur, des services publics *rétablis et élargis*, une fiscalité redistributive.

Selon leur mauvaise habitude, les médias vont passer leur temps à s'interroger sur les questions tactiques et stratégiques : poids réel de la gauche socialiste, incidences de ce rassemblement sur les batailles entre les oligarques du centre et de la droite du Parti socialiste.

Il nous paraît plus intéressant de mettre en débat les propositions de la gauche socialiste - ce que nous avons déjà fait avec Gérard Filoche. Plusieurs propositions rejoignent les nôtres : augmentation massive des salaires, politique des revenus assurant une juste répartition du revenu national, nationalisations - à commencer par le crédit - renforcement du droit du travail, généralisation et développement de la protection sociale...

Nous nous posons des questions sur le *nouveau pacte européen* en raison des orientations fédéralistes de la gauche socialiste et nous aurions besoin de précisions sur la nature et les orientations d'une politique étrangère de gauche.

D'une manière générale, l'esquisse du programme est timide : il ne suffit pas de réguler le libre échange, il faut protéger l'économie européenne. Mais on peut espérer que cette nouvelle gauche s'affirmera dans le combat.

Yves LANDEVENNEC

Darrois ou le désarrois des notaires...

Afghanistan, Ossétie, panique boursière et crise immobilière, sans compter le gazon de Jacquouille et les égouts de la belle-mère, on aurait pu croire que notre vibrant Président aurait de quoi s'occuper utilement pendant qu'il dirigeait l'Union européenne...

C'était mal le connaître ! Une case demeurant vierge sur l'agenda, elle fut aussitôt attribuée à quelques vieux amis, et consacrée à la disparition des notaires...

Si nombre de ces placides officiers publics ont assez candidement apporté leurs suffrages à leur bourreau, ils peuvent difficilement prétendre n'avoir rien vu venir : dès avant le premier tour de 2007, l'aimable M^e Devedjian, avocat promis au ministère de la Justice, avait ouvertement prôné leur suppression... M^{lle} Dati se voyant finalement nommée, quelques mois furent gagnés, avant qu'Attali n'*attilase* : après lui le notariat ne repousserait pas. Lâché sur les notaires tel le pit-bull sur la grand-mère, il prôna tout à la fois leur multiplication et leur ruine (avec la suggestion désopilante de libéraliser leurs honoraires, mais... seulement en cas de diminution !). Las, les municipales approchant et s'annonçant désastreuses, le rapport s'en alla rejoindre quelques piles d'autres sous le pied d'une armoire, et les notaires se rendormirent, bercés tant par de flatteuses paroles de M^{lle} Dati - oubliant ainsi qu'elle ne décide de rien -, que par une soudaine promesse d'attribution des divorces, qu'ils n'avaient jamais réclamée...

Fureur des avocats, affolés par cette perspective ajoutée à celle d'une réduction de la coûteuse aide juridictionnelle, et contre-attaque foudroyante : non seulement le divorce annoncé repartit avant même

d'être arrivé, mais on annonça aux notaires éberlués leur prochaine absorption par les avocats ! Et c'est ainsi que naquit la *commission Darrois*, merveille de casuistique et cauchemar de l'officier public...

Quelle mission pour son président ? Sauver les avocats, qui crient famine. Il est vrai qu'ils foisonnent, et s'agglutinent dans les villes importantes, où le client se fait rare. Mais aussi, sans qu'on voie bien le rapport, lutter contre l'*invasion* des cabinets anglo-saxons... et, pour ce faire, constituer une *grande profession du droit*... Ce mariage de la carpe et du lapin cache quelque arrière-pensée, qu'il convient de dévoiler.

1) Rappelons tout d'abord que le notariat existe dans la quasi-totalité des pays de l'Union européenne. Si les notaires français sont parmi les seuls à devoir acheter leur office (ce qui imposera de les indemniser, alors même que les caisses sont vides), le notariat se voit généralement attribuer deux compétences : la certification et la publication au fichier immobilier. Il s'agit tout simplement d'une mission de service public, terme honni de la vulgate sarkozienne.

On ne voit guère ce que l'État aurait à gagner à laisser de grands cabinets d'avocats étrangers contrôler depuis Londres ou Pékin la certification comme la publication des actes de vente... On imagine volontiers l'ardeur que mettra un cabinet moscovite à vérifier la transparence du financement lors de l'acquisition d'une villa tropézienne...

2) Rappelons ensuite que les notaires sont contrôlés annuellement, avec transmission du rapport au Procureur de la République, alors que les avocats ne le sont jamais... Quelles belles affaires en perspective lorsque les transactions pourront se faire en toute liberté, sans qu'aucun magistrat mal intentionné vienne y pointer le nez !

3) Rappelons enfin qu'il existe environ 45 000 avocats en France, contre 8 600 notaires. La nouvelle profession, à laquelle s'ajouteront les avoués, comptera donc à peu près 54 000 membres, qui se partageront les actes précédemment réalisés par 8 600 d'entre eux, tandis que les notaires prendront eux-mêmes une part du *gâteau* antérieur des avocats : croit-on sérieusement que les avocats y gagneront ?

Alors, pourquoi ? Pour agiter que soit notre Président, il n'est pour autant pas totalement innocent... quelles motivations à ce sacrifice coûteux autant qu'inutile de quelques milliers de ses fidèles électeurs ?

La réponse est dans la question, comme le diable dans les détails : M^e Darrois, président de la commission éponyme, est avocat d'affaire... comme le président de la République. Secteur d'activité où, si l'on fait fortune, on est autant concurrencé par les Anglo-saxons que par quelques notaires parisiens, en outre bénéficiaires du monopole de la publication des actes immobiliers... L'étranger ne

pouvant croquer tout le bénéfice de la fusion, il en restera bien quelques juteuses miettes pour les grands cabinets français !

On l'aura compris, l'objectif de la fusion n'est en rien de venir au secours de l'avocat de province : lui permettre de réaliser quelques actes surnuméraires, sans disposer ni du personnel ad hoc ni du coûteux matériel permettant de les publier en ligne (innovation imposée par Bercy pour supprimer des postes au fichier immobilier) ne le sauvera en rien des effets de la surpopulation judiciaire, alors même que le recours généralisé à la médiation tarit le flot des aides juridictionnelles, essentielles à la survie de nombreux cabinets.

Il s'agit, cette fois encore, de complaire à quelques copains, dont on veut arrondir la galette : le *bling-bling* n'est jamais loin sous l'*omni-présidence*. Et qui aura payé cette galette en finançant par l'impôt l'indemnisation ruineuse des notaires ?

En outre, ce n'est pas tout. Si les notaires ont vocation à être neutres, ce n'est en rien le cas des avocats : chaque partie aura le sien, facteur de lenteur comme de coût. Sans compter la rapide disparition du conseil gratuit, tradition séculaire du notariat, dont feront les frais les petits clients désargentés.

Certes, le notariat n'est point parfait, et des réformes y seraient bienvenues ; on pourrait même songer, comme en Allemagne ou en Suisse, à autoriser d'être à la fois (mais jamais en même temps) notaire et avocat. Mais supprimer une profession à laquelle les Français sont attachés au nom d'un secours illusoire à une autre affamée par sa croissance délirante, le tout pour enrichir quelques riches affairistes parisiens n'est rien d'autre qu'un nouveau symptôme de l'épilepsie politique dont notre pays est frappé depuis un an. À chaque nouveau coup porté, nous assistons, impuissants et navrés, à la mise à bas de nos fondements sociaux, bazardés pour faire du neuf, comme jadis le meuble authentique bradé pour le Formica : le toc nous gouverne, et nous détruit à grands coups de *Kärcher*...

Franz QUATREBOEUF

Fracture juridique Nord-Sud

L'Occident connaît une crise de légitimité dans le reste du monde. La notion contestée de communauté internationale a vécu.

Depuis plusieurs mois, il n'est aucune enceinte internationale où le point de vue défendu par les Occidentaux ne peine à être adopté. La Commission européenne a essuyé un échec dans son projet d'accords de coopération économique supposés remplacer les conventions douanières devenues illégales depuis l'entrée en vigueur des règles de l'Organisation mondiale du commerce. Les affrontements sont incessants à Genève au sein du Conseil des droits de l'homme dont on avait salué la création comme un progrès. Même déconvenue avec la Cour pénale internationale soutenue par les pays du Sud et non ratifiée par les *Puissants*, États-Unis, Chine, Russie, Inde, et qui est aujourd'hui rejetée par les premiers signataires. Désaccords encore dans l'analyse des conflits et de leur règlement, que ceux-ci soient en Afrique (Zimbabwe, Darfour), en Asie (Birmanie) ou en Amérique latine (Bolivie, Venezuela).

La proposition de M. Sarkozy de transformer le G 8 en G 13 (ou 14) ou celle d'augmenter le nombre des membres permanents du Conseil de sécurité, sont bien intentionnées mais n'apportent pas en soi de réponse à cette incompréhension grandissante. Le problème n'est pas que procédural ou formel. Pour autant, ce n'est pas un retour en force du *tiers-mondisme* ou du *non-alignement*, ce qui laisserait supposer que nous soyons revenus à une logique de blocs. La nouvelle confiance en soi que démontre l'attitude des pays du Sud dans les instances internationales trouve

peut-être un soutien dans l'affirmation de la Chine ou de quelques pays phares comme l'Iran, le Venezuela, l'Afrique du Sud ou l'Indonésie. Mais elle a son origine dans une prise de conscience authentique de l'identité de chacun. On a encouragé les pays du Sud à s'organiser, à créer des regroupements régionaux et on s'étonne ensuite qu'ils agissent en groupe et tiennent à régler eux-mêmes leurs propres affaires sans interférence extérieure. C'est ce qu'on leur demandait de faire. Or la manière dont ils s'y prennent ne nous plaît pas. Soit. Et alors ?

Contrairement à la période précédente, où chacun se réclamait de valeurs propres, asiatiques ou islamiques, rejetant l'universalité des valeurs occidentales, les pays du Sud aujourd'hui ne contestent plus l'existence de normes internationales valables pour tous mais se réservent le soin de les appliquer dans leur environnement régional comme ils l'entendent. Ils ont compris qu'ils peuvent ainsi parler d'égal à égal dans les enceintes internationales. Revendiquer une exception culturelle vous place dans une position de faiblesse. Accepter la norme commune vous permet d'exiger son respect par tous. Les droits de l'homme s'imposent ainsi aux pays du Nord : immigration, fonctionnement de la justice, liberté religieuse...

Si désormais les valeurs ne sont plus fondamentalement en cause, il nous faut atteindre à une véritable justice universelle. La justice dans les pays du Sud est l'un des secteurs les plus durablement in-

fluencés par l'Occident, qu'il s'agisse du droit romano-germanique ou de la *Common Law*. Il faut lui donner les moyens nécessaires au lieu de la décrédibiliser comme au Tchad dans l'affaire de l'*Arche de Zoé*, mais aussi en Asie dans la répression du trafic de drogue. Tout se passe ensuite comme si, nommés dans les cours internationales, ces juges issus du Sud, frustrés nationalement, devaient adhérer d'autant mieux aux pratiques des justices du Nord que cela sert de critère pour juger de leur objectivité sinon de leur compétence. Isolés, ils sont dès lors perdus pour le Sud et rejetés par les leurs. La difficulté n'est pas que des magistrats du Sud soient admis au Nord - des universités duquel ils sortent avec les mêmes diplômes que leurs confrères du Nord -, mais qu'ils le soient dans leurs propres pays et que les législations évoluent en conséquence ici et là. Alors la subsidiarité pourrait-elle jouer à plein.

La justice doit passer. Mais où passe la justice ? Depuis quatorze ans, le tribunal pénal international d'Arusha pour le Rwanda n'a visiblement pas encore rendu son verdict final, pas plus que celui de La Haye sur l'ex-Yougoslavie. La Cour pénale internationale a dix ans et n'a inculpé personne. Les seuls accusés - quatre - sont tous Africains et Noirs. Aucun Américain n'y sera jamais soumis. Et Guantanamo demeurera le plus parfait déni de toute justice. Comment, dans ces conditions, peut-on s'étonner que les décisions de la Cour suprême des États-Unis, l'instance juridictionnelle sans doute la plus prestigieuse du monde, fassent de moins en moins référence internationalement ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MAROC** - Devant le Conseil supérieur des oulémas (théologiens), le roi Mohammed VI a annoncé un plan de réforme des institutions religieuses du royaume. Le premier axe de la réforme concerne la prochaine création des *Conseils locaux des oulémas* dans chaque région. « Nous tenons à ce que les oulémas (...) apportent leur concours au renforcement de la sécurité spirituelle de la nation en veillant à la préservation de sa doctrine religieuse qui se réclame d'un islam sunnite tolérant » a-t-il déclaré, ajoutant qu'il fallait procéder à « une mise à niveau des imams » et que les théologiens ont le « devoir » de « guider les gens et combattre les allégations mystificatrices colportées par les tenants de l'extrémisme ».

♦ **AUSTRALIE** - Selon un sondage publié par l'Institut Nielsen, 52 % des Australiens seraient maintenant favorables à l'instauration d'une république et, pour la première fois de l'histoire du pays, le gouvernement travailliste de Kevin Rudd et l'opposition conservatrice sont tous deux dirigés par des républicains. En 1999, un référendum sur la question de la monarchie avait vu la défaite des républicains et le débat était retombé en raison de la popularité de la reine Elizabeth.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Le quotidien *The Guardian* a relancé le débat concernant la modification des règles de succession au trône (voir *Royaliste* n° 925 et 926) en affirmant que le gouvernement travailliste du Premier ministre Gordon Brown prévoyait de proposer une loi en ce sens si le Labour remportait les prochaines élections législatives, prévues d'ici mai 2010. De fait, le député Mike Bryant a remis le rapport que le Premier ministre lui avait demandé sur le sujet. Ce rapport prévoit de retirer de la Constitution la clause qui exclut les catholiques de la succession et de mettre un terme à la primogéniture masculine ce qui permettrait à une fille aînée d'être reine même en présence d'un frère cadet. Aujourd'hui, lors de son accession au trône, le monarque est tenu de faire une déclaration devant le Parlement rejetant le catholicisme et ne peut être marié à un catholique. Les textes, remontant à 1688, stipulent explicitement que le souverain doit être protestant. La publication de l'article du *Guardian* a embarrassé Downing Street dont le porte-parole a tenu à rappeler que ce « serait une entreprise complexe impliquant la modification ou l'abrogation d'un certain nombre de points de la Constitution ainsi que de requérir le consentement des gouvernements des pays membres du Commonwealth ».

♦ **ITALIE** - Le prince Aymone de Savoie-Aoste, fils du duc d'Aoste et de la princesse Claude de France vient d'épouser la princesse Olga de Grèce, fille du prince Michel de Grèce et de Marina Karella. Plusieurs fois cousins, Aymone et Olga ont pour arrière-grands-parents communs le prince Jean d'Orléans, duc de Guise et son épouse Isabelle, ainsi que le premier roi de Grèce George I^{er}. Pour les Italiens qui soutiennent le duc d'Aoste dans sa querelle dynastique avec Victor-Emmanuel de Savoie, le prince Aymone est le futur prince héritier.

La tentation de Nuremberg

Les forces centrifuges qui agitent la Belgique ont été régulièrement évoquées dans *Royaliste*. Elles connaissent une croissance exponentielle depuis les élections fédérales du 10 juin 2007, empêchant la mise en place d'un gouvernement fédéral digne de ce nom, c'est-à-dire capable d'affronter la conjoncture intérieure et internationale pendant une mandature de quatre ans avec un minimum d'efficacité. Nous avons demandé à un Belge de nos amis de nous décrire la situation.

Il ne faut pas que le spectacle du devant de scène - la dislocation d'un État - masque les dommages collatéraux redoutables : l'avenir probable des fragments de l'État si le divorce est consommé.

À cet égard, la Région de Flandre émet à jet continu des messages d'avertissements de plus en plus inquiétants.

Au niveau de la Région, le Code du Logement élève des obstacles à l'accès du logement en Flandre aux personnes ne pratiquant pas le néerlandais. Des plaintes ayant été envoyées au Conseil de l'Europe, cette organisation a délégué en Belgique une commission d'enquête(1) - démarche déjà humiliante en soi, rapprochant la Belgique du niveau de respectabilité politique du Zimbabwe - qui après avoir étudié le problème et entendu les responsables politiques flamands et les plaignants, a rendu un rapport accablant sur l'incompatibilité entre ces discriminations et les conventions internationales que la Belgique a ratifiées.

Dans les six communes formant la couronne de la Région de Bruxelles, mais constitutionnellement parties de la Région Flandre, dans lesquelles les francophones bénéficient de *facilités* depuis un accord politique abscons de 1962, ces derniers font l'objet de discriminations d'un autre âge ou d'un autre pays, mais hélas, comme l'image d'une photographie argentique apparaît peu à peu dans le bain révélateur, la source d'inspiration est de plus en plus évidente.

Dans ces six communes, les élections et la langue des documents officiels (naissances, cartes d'identité, permis de conduire, mariages) démontrent que les francophones sont majoritaires (entre 60 % et 90 % de la population). Or, le monde politique flamand présente ces francophones comme des *occupants* - indésirables - du sol de la Région Flandre, alors que c'est sociologiquement l'inverse, ce sont eux qui sont *occupés* par l'imperium flamand, en dépit de toute lo-

gique arithmétique et de tout respect du Droit.

Dans trois de ces six communes les élections municipales du 8 octobre 2006 ont porté à la fonction de maires des francophones *résistants*, au grand dam du Gouvernement de la Région Flandre, qui par mesure de représailles, ne les a pas nommés, préférant outrager le suffrage universel que constater (cette nomination est un acte de notaire) la puissance numérique de la population francophone, et surtout sa capacité à dire non au totalitarisme linguistique.

Au niveau de l'autonomie municipale, le déchaînement d'hostilités est constant.

À Zaventem, le conseil municipal a adopté un règlement prohibant la vente de terrains à bâtir municipaux aux candidats ne pratiquant pas le néerlandais.

L'hôtel municipal a affiché un avis selon lequel tout habitant ne maîtrisant pas très bien le néerlandais ne serait reçu qu'accompagné d'un interprète.

À Overijse, le maire a envoyé aux commerçants une injonction de ne faire aucune publicité dans une langue autre que le néerlandais et de traduire en néerlandais les enseignes rédigées dans une autre langue, injonction assortie de menaces. Un bureau des dénonciations a été ouvert pour recevoir les mouchards.

À Linkebeek, nuitamment, la porte de l'hôtel municipal a été murée et des inscriptions haineuses ont été peintes sur les murs. Les auteurs n'ont pas été identifiés, ce qui se comprend puisque aucune instruction n'a été ouverte.

À Liedekerke, l'accès à l'espace de jeux pour enfants a été refusé aux enfants ne comprenant pas le néerlandais.

À Grammont, l'autorité municipale a décidé de lier l'octroi ou le maintien du R.M.I. aux indigents démontrant leur pratique du néerlandais.

À Vilvoorde, le droit d'acquiescer une maison de gré à gré est désormais limité aux acheteurs pratiquant le néerlandais.

À Wemmel, la maison d'un adjoint au maire francophone, élu au suffrage universel par les habitants de la commune, a été souillée par des slogans, peints sur les murs et la porte, l'invitant à se taire ou à déménager.

À la Panne, ultime station balnéaire avant la frontière française, et donc accueillant de nombreux touristes de France, une manifestation hos-

tile de nationalistes a reproché avec véhémence aux restaurateurs de parler le français avec leurs clients. Cette manifestation ne fut ni interdite ni dispersée par la police locale.

À Lennik, le maire a fait retirer les drapeaux belges de l'hôtel municipal et les a fait remplacer par des drapeaux de la région Flandre.

La liste est interminable.

Discriminations tous azimuts, interdictions de résidence, ghettoïsation des groupes cibles (Wallons, Bruxellois, fonctionnaires internationaux, immigrés), interdictions de fréquenter des lieux récréatifs publics, interdiction de parler le français dans des relations commerciales, promotion implicite d'une race supérieure (les Flamands *de souche*), sont-ils des souvenirs inertes ? Faut-il des nuits de cristal et l'apparition d'étoiles jaunes pour y voir clair ?

La Région Flandre dispose d'un monde politique à nombreuses composantes, mais la naissance, puis la montée en puissance d'un parti d'extrême droite sans aucun complexe, qui recueille des scores électoraux dont Jean-Marie Le Pen n'a pas osé rêver, y a profondément perverti le jeu politique. Au début de ce mouvement d'adhésion d'un cinquième - localement d'un quart - de l'électorat à l'extrême droite, les vieux partis traditionnels (chrétien, socialiste, libéral) ont décrété la main sur le cœur qu'ils établissaient un *cordon sanitaire* autour du parti d'extrême droite. Hélas, ce *cordon* a changé son périmètre, et d'élections en élections, voici que les vieux partis ont connu des schismes, qu'ils ont perdu des fractions ultra-droitières, devenues des partis virulents - des tumeurs pour la démocratie - et que les thèses de l'extrême droite, si nous les plaçons du côté *négalif* du cordon, sont majoritaires, aujourd'hui, en Flandre. En d'autres termes, le *cordon sanitaire* fait désormais apparaître qu'il y a davantage de gens contaminés que de gens bien portants.

Un nationalisme exacerbé, l'obsession de la *flandrité* du sol, des habitants, des mœurs, de la langue écrite, parlée

(pensée, un jour ?) a conduit la Flandre, en moins de 20 ans, à un **micro-État** en devenir, promulguant des lois de discriminations et de protection flagrante et brutale de la pureté ethnique, inspirées directement et sans vergogne de celles de Nuremberg pour le Reich, et de celles de son domestique le Gouvernement de Vichy, pour la France en guerre. Hideuses filiations !

Il importe que mes amis français, dont les médias sont si redoutablement vigilants pour fustiger les comportements fascistes qui ont ensanglanté la dislocation de la Yougoslavie, et pour ranimer les souvenirs de Milosevic, de Karadzic et de Mladic, quand ce n'est pas celui d'Ante Pavelic, réalisent qu'un cotoïlé de même nature est en train de naître, non point dans les Balkans, qui semblent si lointains, et d'une rassurante pauvreté, mais en face de Lille.

Si, sur les décombres de la démocratie belge, la Flandre proclame unilatéralement son indépendance comme la Rhodésie du Sud le fit en 1965, les gentils et candides *ch'tis* du convivial Dany Boon vont découvrir un État souverain, piétinant la déclaration universelle des droits de l'homme et la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais également un État riche, homogène, puissant, arrogant, sûr de lui et dominateur, non pas dans la « *partie sauvage du Monde* » mais à quelques kilomètres d'eux-mêmes, et non pas dans une génération, mais demain.

La France, phare de la Liberté pour le Monde, désespérément indifférente jusqu'ici, aurait-elle les yeux clos ou toujours détournés vers le lointain ailleurs ?

Il n'existe pas qu'un seul Tibet sur la Terre.

Le Général qui, depuis Montréal, ouvrit les yeux ensommeillés, serait-il, lui, resté muet ?

Henry BARVAUX

(1) Composée de Michel Guégan, français et de Dobrica Milovanovic, serbe.



Paroles royales

Je pense que les difficultés vécues comportent pour chacun des enseignements pour l'avenir. Je voudrais en partager quelques-uns avec vous.

1. Pour commencer, il est indispensable de développer et de renforcer les contacts et les échanges entre responsables dans tous les domaines, issus de Communautés et Régions différentes. On a parfois l'impression que nos relations sont plus organisées et plus structurées avec les pays étrangers, qu'elles ne le sont à l'intérieur de notre propre pays. Dans un indispensable esprit d'ouverture, de respect mutuel et de tolérance, n'oublions pas nos voisins immédiats, citoyens d'un même pays. Encourageons entre eux le dialogue constructif. Il aidera chacun à écouter et à comprendre les sensibilités des uns et des autres et à progresser ensemble.

2. Je l'ai déjà souvent dit mais je voudrais à nouveau insister avec force : il est nécessaire, surtout pour nos jeunes, de bien connaître la langue des autres communautés. C'est une forme de civisme que l'on a trop longtemps négligée. Et pourtant, c'est à l'évidence une condition première pour se comprendre et s'apprécier entre citoyens de communautés différentes. [...]

3. L'effort de rapprochement nécessite aussi une forme de réconciliation entre communautés. Dans notre histoire il y eut certainement des injustices collectives. Il importe de surmonter ces blessures et de tout faire pour favoriser l'entente afin de construire ensemble un avenir commun. Cet objectif n'est pas utopique. Après tout, la construction européenne elle-même n'est-elle pas basée sur une volonté de réconciliation ?

4. Enfin, je pense que nous devons tous ensemble nous engager dans la réalisation de projets mobilisateurs. Tout d'abord, il me semble possible de devenir, au sein de l'Europe en marche, un exemple de société où diverses cultures vivent harmonieusement ensemble dans une même entité, et s'y enrichissent mutuellement. Cela n'est pas un rêve impossible. [...] Être attaché à son identité régionale ou communautaire, promouvoir l'entente au sein de son pays, et œuvrer à l'Europe de demain sont des objectifs parfaitement compatibles. [...] Sur le plan du développement, la Belgique peut contribuer à améliorer les conditions de vie des populations du tiers-monde et en particulier celles des habitants de l'Afrique Centrale qui furent déjà tellement éprouvés. Mais aussi dans notre propre pays, tout en dynamisant notre économie, il est nécessaire de lutter plus efficacement contre la pauvreté. En effet, celle-ci se développe sous des formes parfois nouvelles et préoccupantes, et nous devons renforcer et adapter nos moyens pour la combattre.

Extraits du discours de Noël 2007 du roi Albert II

Terreur et martyr

Depuis les attentats du 11 septembre, le discours sur la Terreur islamiste et l'exaltation du Martyre des purs musulmans inventent un monde idéalement manichéen mais pétri de très réelles et violentes contradictions. Est-il possible de sortir de ce mauvais scénario ?

Comme Jacques Chirac et Dominique de Villepin avaient refusé de participer à l'invasion de l'Irak, comme l'armée française était jusqu'à ces derniers mois discrètement présente sur le théâtre afghan, comme il n'y a pas eu d'attentats spectaculaires sur le territoire national depuis 1995, beaucoup de Français ont regardé de fort loin la confrontation entre George W. Bush et Oussama Ben Laden.

La décision de réintégrer complètement l'Otan et la reprise du discours antiterroriste par Nicolas Sarkozy pour justifier un renforcement de notre action militaire en Afghanistan obligent à reprendre toute l'histoire de la bataille que se livrent les Américains, hérauts de la prétendue *famille occidentale*, et les diverses fractions extrémistes de l'Islam.

Universitaire, chercheur reconnu, auteur de nombreux ouvrages qui font autorité, Gilles Kepel souligne dans un récent ouvrage (1) la portée des deux *Grands Récits* qui, après la fin de la Guerre froide, ont forgé une partie de l'imaginaire mondial et engendré divers types d'actions violentes.

Bien entendu, le monde n'est toujours pas divisé en deux camps, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les concepteurs du scénario hollywoodien qui se

déroule depuis le 11 septembre grâce à deux metteurs en scène de talent : George W. Bush, d'une intelligence limitée mais qui bénéficie du concours efficace des néo-conservateurs ; Oussama Ben Laden, diable idéal qui dirige plus ou moins Al-Qaïda. En effet, plusieurs grandes puissances (Chine, Russie) ne participent pas à la *croisade* américaine pour le triomphe du Bien et les différentes fractions islamiques se livrent à des guerres sans merci.

Bien entendu, comme dans tout schéma manichéen, les deux rivaux sont complices et se désignent l'un l'autre comme Héros absolus, comme parfaites figurations du Bien ou du Mal. Dans cette lutte à mort, il faut que l'adversaire soit fantasmatiquement renforcé au point de représenter, dans son monde, la Toute-Puissance qui sera vaincue par une Puissance encore plus grande. Un jour, la Terreur islamiste sera vaincue par la Démocratie américaine. Un jour, le Martyre de ceux qui combattent et se suicident au nom d'Allah entraînera la perte des États-Unis et de leurs alliés – à commencer par Israël...

Ce type de récit est vieux comme le monde et, une fois de plus, nous constatons avec Gilles Kepel l'échec des protagonistes.

Échec militaire des Américains en Irak et en Afgha-

nistan, échec de leur projet politique au Proche-Orient où leur adversaire iranien a marqué de nombreux points grâce aux chiites irakiens, grâce au Hezbollah sur le territoire libanais... Effondrement de leur discours sur les *valeurs*, systématiquement niées dans la prison de Guantanamo et dans les centres de torture de la CIA.

Échec des jihadistes qui n'ont pas rassemblé autour de leurs suicidés les vrais croyants pour les mener à la conquête du monde : la guerre fait rage entre chiites et sunnites, entre Palestiniens (le Hamas et le Fatah) et les réseaux terroristes sont en proie à de vives disputes sur la tactique et la stratégie...

En théorie comme en pratique, les deux récits de la Terreur et du Martyre sont intrinsèquement nihilistes et ont engendré des cycles de destruction de l'autre et d'autodestruction de soi dont les peuples pris dans l'étau de la violence mimétique voudraient bien sortir. Mais comment ?

Gilles Kepel pense que le Vieux continent pourrait tracer une nouvelle voie. Plusieurs pays ont été victimes du terrorisme jihadiste (l'Angleterre, la Hollande où a été commis le meurtre de Théo Van Gogh) mais l'Europe n'a pas sombré dans la violence et les émeutes de 2005 en France n'ont pas

pu être inscrites dans les Grands Récits antagonistes. Au contraire, les enfants français d'immigrés se mêlent de plus en plus aux autres citoyens – malgré la crise économique et sociale qui ralentit l'intégration – et, en Europe, la Turquie ne cesse de s'euro-péaniser sous l'égide d'islamistes démocratisés...

C'est ce processus complexe qu'il faudrait accélérer. Gilles Kepel propose de construire autour de la Méditerranée une grande région qui s'étendrait « de la mer du Nord aux eaux du Golfe, dans une triangulation entre l'Europe riche de son tissu industriel et technologique, de ses atouts universitaires et scientifiques, le Golfe doté de ses ressources en hydrocarbures et de sa puissance financière, et le Levant et l'Afrique du Nord, dont le développement humain est un atout majeur pour demain ».

Le projet mérite une discussion approfondie (quelle part prendrait la Russie, puissance européenne, dans cette construction ?) et suppose des conditions politiques qui ne sont pas réunies : l'Union européenne ne s'est pas créée « par l'adhésion mutuelle de ses membres » mais à la suite d'une catastrophe (la Seconde Guerre mondiale), puis dans la peur du communisme soviétique avant d'être soumise au « despotisme éclairé » que dénonce Hubert Védrine.

Quelle serait la puissance agissante, rassembleuse, dynamisante ? La France serait bien placée, si son gouvernement proposait à l'ensemble du peuple un projet pour cette partie du monde. Cela supposerait qu'elle développe à nouveau son économie (elle le peut) et mobilise sa finance (elle le doit, par la nationalisation du crédit) selon des objectifs politiques...

Maria DA SILVA

(1) Gilles Kepel – « *Terreur et Martyre, Relever le défi de civilisation* », Flammarion, prix franco : 24 €. 

Le trio catholique de Julliard

Ce trio-là, incontestablement, nous l'avons en commun ! Péguy, Bernanos, Claudel, ce sont les plus grands des croyants inspirés de la littérature française contemporaine. Trois prophètes, incommodes, souvent colériques, désaccordés par rapport à leur temps, incantateurs à qui il est tout permis, pour cause de génie. Jacques Julliard nous offre à leurs propos, un de ses meilleurs livres, transporté lui-même par ce que les trois ont d'exceptionnel et permettent d'échapper au suivisme moderne. « *À une époque où la modernité n'est capable d'exprimer que des vieilleries et que la montée de l'insignifiance menace de nous étouffer, leurs prophéties teintées de passéisme prend des accents résolument futuristes. Lorsque s'éloignent le socialisme et la révolution, qui furent longtemps le véhicule de la révolte des hommes, de leur quête de sens et de dignité, nous découvrons que ces magiciens du verbe se sont remis à nous parler. Ils ont compris avant tout le monde que l'idéal révolutionnaire n'a de sens que dans la défense acharnée, sans esprit de recul, de l'individu contre les entreprises sournoises du monde moderne.* » Je suis allé tout droit à la conclusion, mais elle n'est évidemment légitimée que par ce que tout ce qui la précède, c'est-à-dire la lecture plus qu'attentive, passionnée de Péguy, Bernanos et Claudel par Jacques Julliard depuis sa prime jeunesse.

J'avais gardé souvenir de chroniques incandescentes du *Nouvel Observateur*, lorsque Julliard confiait son enthousiasme de la représentation du *Soulier de Satin* à Avignon, dans la mise en scène d'Antoine Vitez, la sublime Ludmila Mikaël jouant Prouhèze de façon inoubliable. Car notre historien, journaliste, syndicaliste, est d'abord un humaniste au sens premier du mot, c'est-à-dire un homme de culture qui a pour interlocuteur les plus grands, et dont le christianisme exigeant appelle les requêtes de l'intelligence supérieure. Ce qui dans le langage de Benoît XVI renvoie à l'interpellation sans fin de la raison et de la foi. Péguy, Bernanos et Claudel sont donc toujours à portée de lui, et son premier mérite est de faire comprendre ce qu'il a retenu de ses lectures, à partir des *deux ou trois choses* essentielles qu'il se rappelle de chacun d'eux. Claudel donc, avec cette foi à l'état quasi sauvage, forgée à partir de Rimbaud. Quel étonnant personnage que celui de cet ambassadeur, joyeusement insulté par Bernanos (*l'âme plus noire que Turelure, plus décoré que Goering*). Mais c'est le paradoxe vivant du serviteur briandiste de la III^e République associé au plus subversif des poètes de l'amour – le surréalisme tout entier à côté de lui suinte de fadeur – qui fait son intérêt. Claudel est un compromis, instable toujours, qui oscille entre les deux parties de lui-même, sage et fou.

par Gérard Leclerc



Et Péguy, cet étrange socialiste, ce converti qui demeurera jusqu'à la mort chrétien du porche ? Julliard le connaît aussi sur le bout des doigts, d'autant plus qu'il est emblématique de la période qu'en historien il a le mieux explorée. Mais le directeur des *Cahiers de la quinzaine* lui a aussi appris le journalisme, déjà transcendantal avant Maurice Clavel, mais aussi voué à une éthique de vérité, sans échappatoire possible. « *C'est un métier risqué. C'est aussi un métier qui requiert l'humilité. Que Péguy ait mis à la fois sa pensée, son écriture et son génie dans un ordre aussi modeste et aussi contraignant que celui du périodique me le rend cher et me le rend proche.* » Sans compter que cette modestie n'a jamais freiné les ambitions de l'esprit. La matière dont s'empare l'homme des *Cahiers* fait jaillir un flot de lumière qui nous éblouit encore. L'insistance sur la fameuse antinomie du politique et du mystique nous pose une question tragique, dès lors que pour Péguy le moderne marque l'avènement de la toute puissance de l'Argent, en contradiction avec les civilisations de tous ordres qui avaient précédé et qui étaient toutes *armées intérieurement d'une substance, d'une instance, comme d'une moelle du spirituel.*

Et notre Bernanos, à présent au centre d'une querelle dont Julliard est en partie responsable, sans qu'on ait retenu le cœur en fusion de son œuvre qui résulte de la fission du couple **désespoir-espérance** ? Cher Jacques Julliard, où avez-vous été cherché que ce royaliste indéfectible se serait rallié – par réalisme ? – à la République parlementaire ? C'était simplement impossible à cet irréductible qui riait à gorge déployée de se voir consacré par de braves journalistes américains comme dernier *défenseur de la démocratie en péril* ? Mais il est vrai que la politique, selon l'auteur de *Dialogue des carmélites* demeure largement problématique, car il lui est quasiment impossible de se démarquer de l'augustinienne *Cité de Dieu*, l'idéal évangélique non transgressible. Comme Péguy, Bernanos est du côté de l'intransigeance mystique. C'est difficile à admettre, lorsque la politique vous fait forcément traverser les pires impuretés, celles des passions d'un Drumont, singulièrement inadéquates à l'idéal. Heureusement, Philippe Lançon dans *Libération* a su rendre justice à l'écrivain en montrant que sa grandeur consistait à avoir été supérieur à ses faiblesses.

J'aurais aimé discuter la conclusion de Jacques Julliard, dont j'approuve la chute sans être entièrement d'accord avec l'analyse qui la précède. Elle est pourtant exceptionnellement brillante, mais elle met en jeu tant de paramètres et de jugements sur le destin du christianisme à l'âge moderne qu'il faudrait prendre le temps d'une très longue controverse. En quoi une réconciliation des chrétiens avec le **moderne** était-elle souhaitable et possible, en quoi elle ne l'était pas ? Je pense pour ma part que le compromis imaginé par Jacques Maritain avant-guerre, et auquel s'était rallié le catholicisme français, s'est effondré dans les années 60-70. Ce qui, d'ailleurs, renforce la lucidité de nos trois compères *en état* de fureur permanente. Il nous faudra en reparler.

📖 Jacques Julliard - « *L'Argent, Dieu et le Diable – Péguy, Bernanos, Claudel face au monde moderne* », Flammarion, prix franco : 20 €.

[Achat immédiat](#)

Faillite

C'est une revue relativement nouvelle, qu'on trouve sur les présentoirs. On l'achète pour une somme modique si l'on parvient à surmonter deux obstacles : la longueur des articles publiés en grand format et sans aucune concession à la lisibilité ; la nature de la revue qui se présente comme une revue de gauche (une gauche radicale) et plus précisément comme « *l'espace d'une politique démocratique des savoirs et de l'intellectualité* » ! Mais comme *Le Figaro littéraire* proclame que la publication est de bonne qualité (il y a une citation au dos de la revue) on se dit que l'aventure mérite d'être tentée.

De fait, on peine à lire mais ce qu'on lit vaut la peine. Ainsi l'étude de Yann Moulier-Boutang, d'une pleine actualité : « *Le prisme de la crise des subprimes : la seconde mort de Milton Friedman* » est une analyse critique et savante de plusieurs ouvrages consacrés à la mondialisation.

Beaucoup d'auteurs étrangers participent à cette revue effectivement internationale : les pages consacrées à l'Amérique latine méritent attention - aussi bien l'article de Giuseppe Cocco *Le laboratoire sud-américain* que l'entretien avec Émile Sader *Construire une nouvelle hégémonie*. Très intéressante étude de Bruce Robbins sur les ONG et l'idéologie de l'humanitaire.

Jacques BLANGY

📖 (1) *La Revue internationale des livres et des idées*, septembre-octobre, 2008, n° 7, prix : 5 € dans les kiosques.

Kamikaze d'été

Avec *Kamikaze d'été*, Stéphane Giocanti poursuit une œuvre originale et variée. On savait cet auteur d'un essai inspiré de la pensée de Pierre Boutang, *Les Enfants de l'utopie* ⁽¹⁾ également félibre et biographe de Maurras ⁽²⁾. On le connaissait encore comme spécialiste de littérature anglo-saxonne ⁽³⁾. Le voici publiant son premier roman qui témoigne de sa passion pour un pays lointain et trop méconnu des Français : le Japon ⁽⁴⁾.

Le rapprochement aussi original que bienvenu entre Maurras et Mishima qu'il avait effectué dans sa biographie du maître de l'Action française révélait déjà combien Stéphane Giocanti aimait et connaissait la littérature japonaise. Avec *Kamikaze d'été*, et au travers d'une écriture dont on appréciera, notamment dans les descriptions, l'exactitude poétique, il se présente comme un connaisseur lucide de cette civilisation qui prit, à partir de la fin du XIX^e siècle, et sous la pression occidentale, des tournants qui ne laissèrent pas d'influer sur le reste du monde mais dont Stéphane Giocanti interroge les conséquences pour la jeunesse japonaise elle-même, à deux époques différentes.

En un ricochet à deux rebonds aussi uniques qu'essentiels pour comprendre les interrogations du Japon d'aujourd'hui, il décrit un pays partagé entre l'imitation de l'Occident - que, suprême revanche, il finit par inspirer en le forçant à se caricaturer lui-même - et le refus de se dissoudre dans cette caricature - si bien que l'Occident toujours prêt à donner des leçons de morale ne comprend rien à l'attitude complexe, trop sommairement qualifiée de *nationaliste*, du Japon face à son histoire.

Or le mérite du livre de Giocanti est de n'écarter aucune question : entre l'image d'un père patriote mais non fanatique, mourant en kamikaze pour sa patrie déjà vaincue à l'été 45, et celle du fils étouffé par le culte que sa mère rend à son mari mort avant d'avoir su qu'il avait donné la vie, le livre nous révèle les différentes facettes d'un Japon qui n'avait pas fini, à la fin des années 60 et au début des années 70, de régler ses comptes avec son passé.

Celui-ci, plus grave encore que la défaite militaire, n'avait-il pas vu les Américains, en purs vainqueurs de l'âge d'homme, déposer la divinité de l'empereur et commettre ainsi « *cette forfaiture* » qui « *avait dégradé les kamikazes, nié leur destinée divine, vidé leur don héroïque de tout sens* » ? Et aux yeux de Asuka, la mère de Naoki, son fils indifférent à l'image de son père et, de plus, homosexuel, n'est-il pas le produit de ce Japon victime de cette trahison ?

Le seppuku de Mishima, de novembre 70, joue alors un rôle central dans la découverte par le fils de la figure d'un père qui lui semblait, à l'origine, l'étranger absolu. Peut-être parce que la mort volontaire, pour une certaine

conception du Japon, d'un Mishima lui aussi homosexuel, n'est pas plus un suicide que celle, tout aussi volontaire, vingt-cinq ans plus tôt, de ce père à la rencontre duquel part Naoki. L'un et l'autre ne combinent-ils pas dans leurs différences comme dans l'analogie de leur démarche les incertitudes et les attentes du jeune homme ?

Celui-ci, enfin apaisé pour avoir trouvé, au travers de la figure recouverte de son père, le chemin d'une tradition vivante, conduit son compagnon, et sa mère, qu'il aidera, par cette réconciliation, à prendre la mesure de la complexité des choses, à Kamakura, « *sol foulé par les dieux* », dont l'existence des temples, « *plus que millénaire faisait souffler sur ses proches un vent de consolation où l'âme de son père défunt leur offrait le sillage d'une vie nouvelle* ». C'est qu'entre temps il avait appris la leçon de celui qui, face à l'ineptie, « *méprisait le mépris du monde* ».

Axel TISSERAND

📖 (1) Stéphane Giocanti – « *Les enfants de l'utopie* », *Âge d'Homme/Les Provinciales*, 1998, prix franco : 19 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Stéphane Giocanti – « *Charles Maurras félibre* », chez l'auteur, 1995,

et « *Maurras, le chaos et l'ordre* », Flammarion, 2006, prix franco : 28,50 €. Voir *Royaliste* n° 888. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Stéphane Giocanti – « *T.S. Eliot ou le monde en poussières* », J.-C. Lattès, 2002, prix franco : 23 €. Voir *Royaliste* n° 802. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (4) Stéphane Giocanti – « *Kamikaze d'été* », Ed. du Rocher, 201 pages, prix franco : 14 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Campagne de promotion de rentrée

Utilisez nos autocollants publicitaires pour **Royaliste**



De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)

Vendus par planche de 14

Tarif :

1 planche 1 € franco

à partir de **2 planches** :

0.70 € franco la planche

à partir de **10 planches** :

0.65 € la planche

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

BOUTIQUE

Dans notre "Boutique" sur internet on peut désormais choisir et acheter en ligne porte-clés, bagues, fanions et divers objets fleurdelisés.

Dans la partie "Librairie" tous les ouvrages de Bertrand Renouvin sont également en vente en ligne. Notre site :

<http://www.narinfo.fr.st>

MERCREDIS DE LA NAR

Quelques changements dans l'organisation des "Mercredis".

Afin d'améliorer la qualité de nos "Mercredis" deux modifications notables :

1/ La porte sera irrévocablement fermée à partir de 20h15 et nous n'accepterons plus personne ensuite.

2/ Les personnes désireuses de participer au repas sont priées de s'inscrire dès leur arrivée. Nous prendrons les inscriptions dans la limite des places disponibles.

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 8 octobre** - Pour notre réunion de rentrée, nous avons le plaisir de recevoir un invité qui est un familier de nos soirées depuis de très nombreuses années. Historien, spécialiste des XVII^e et XVIII^e siècles, **Jean-Christian PETITFILS** nous a présenté, entre autres ouvrages, ses biographies du Régent, de Louis XIV et de Louis XVI qui ont été distinguées par des prix et qui ont eu la faveur du public.

Il revient parmi nous pour rendre justice à « **Louis XIII, roi méconnu** » qui est d'ordinaire présenté comme un monarque faible, maladif, soumis au Cardinal. Le père de Louis XIV avait certes de grands défauts, mais Jean-Christian Petitfils montre qu'il fut un rude roi de guerre, très soucieux de son autorité mais qui a rendu possible Richelieu. Complémentaires, ces deux serviteurs de l'État ont fondé la monarchie administrative moderne, conforté l'unité du royaume en respectant la liberté de conscience, assuré la puissance diplomati-

que et militaire de la France...

Voici, grâce à la nouvelle biographie de notre invité, une passionnante redécouverte.

● **Mercredi 15 octobre** - La publication du *Livre blanc sur la défense*, l'envoi de nouvelles troupes en Afghanistan, l'annonce de la réintégration complète dans l'Otan ainsi que les manifestations fréquentes du mépris que Nicolas Sarkozy manifeste aux soldats et aux Anciens combattants provoquent une profonde « **Crise dans l'armée française** » qui s'est notamment exprimée par les vives critiques du *Livre blanc* publiées dans la presse par des officiers supérieurs.

Pour apprécier l'ampleur de cette crise, pour en mesurer la portée, nous avons fait appel à **Jean-Dominique MERCHET** : ce journaliste à *Libération* depuis les années 1990, auditeur à l'Institut des Hautes Études de Défense nationale, est depuis toujours passionné par les questions militaires. Il anime le blogue *Secret-défense*, très fréquenté

par les internautes en raison de la qualité des informations et des commentaires qui y sont régulièrement publiés et qui fait désormais référence.

● **Mercredi 22 octobre** - A l'occasion de la publication de son précédent livre, **Simon EPSTEIN** nous avait révélé le destin des nombreux antidreyfusards qui devinrent Collaborateurs entre 1940 et 1944. Élargissant son enquête, notre invité montre dans une nouvelle étude que beaucoup de militants de la gauche antiraciste ont structuré la Collaboration alors qu'un nombre significatif de militants de la droite antisémite ont joué un rôle important dans la Résistance. Il y a là un « **Paradoxe français** » qui ruine la légende d'une gauche qui aurait toujours été impeccable quant à la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Simon Epstein, économiste et historien qui vit et enseigne à Jérusalem depuis 1974, nous permettra de comprendre les processus de la trahison et la redécouverte, aux heures tragiques, d'un patriotisme délivré de ses pulsions racistes et xénophobes.

● **Mercredis 29 octobre et 5 novembre** - Pas de conférence en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Leur inertie

Nous ne nous réjouissons pas de l'échec patent du capitalisme financier. Il s'était construit sur le vol et sur l'exploitation et il engendrait, dans sa phase triomphale, d'innombrables souffrances. L'effondrement de ce système sera catastrophique pour les économies nationales et pour des dizaines de millions de citoyens aux États-Unis et en Europe de l'Ouest.

Grâce à plusieurs chercheurs, grâce aux documents qu'ils nous transmettaient, nous avons bien anticipé cette crise systémique et nous souhaitions que le chef de l'État et le gouvernement réagissent avec vigueur en France et au sein de l'Union européenne. Comme cette crise financière venait s'ajouter aux désastres engendrés par la politique de la Banque centrale européenne et par l'ultra-concurrence, nous réclamions, avec d'autres, la rupture immédiate avec l'ultra-libéralisme : augmentation des salaires, nationalisation du crédit, protection de l'économie européenne, réforme des statuts de la BCE...

Tel était le programme minimum, dont on trouve des éléments dans divers discours de Nicolas Sarkozy, qui pouvait rassembler les principales forces politiques françaises et une large majorité de citoyens dans un sursaut national – exemplaire pour d'autres gouvernements et d'autres peuples européens. Ce programme nous aurait permis de résister sur tous les fronts – financier, monétaire, industriel, commercial – tout en préparant une réforme radicale du système monétaire international et une réorganisation des échanges internationaux.

Rien de tout cela n'a été tenté ni même envisagé. Malgré les analyses dont elle disposait, la « gouvernance » a continué de tenir des discours contradictoires qui masquaient son inaction. En octobre 2007, il était clair que la crise du crédit hypothécaire aux États-Unis aurait des conséquences gravissimes en Europe de l'Ouest – tout particulièrement en Grande-Bretagne, en Espagne et en Allemagne mais aussi en France. Pourtant, en janvier dernier, Christine Lagarde affir-



mait que la purge boursière était nécessaire, François Fillon répétait que *les fondamentaux étaient bons* et Nicolas Sarkozy évoquait une crise *américaine*. Au même moment, le supposé président clamait que *le capitalisme marchait sur la tête* et demandait des sanctions contre les dirigeants de la Société générale.

Aujourd'hui, le gouvernement admet que la crise est systémique et reconnaît que la France est et sera durement touchée. Mais François Fillon avait annoncé en août dernier que le gouvernement ne réagirait pas à la catastrophe ultra-libérale et... poursuivrait les réformes ultra-libérales. Nous sommes toujours pris au piège de ce double langage et de cette ges-

tion chaotique. Dans les discours qu'il a prononcés en septembre à New York puis à Toulon, Nicolas Sarkozy a de nouveau dénoncé les responsables du « désastre » et réclamé des sanctions contre ceux-ci. Après avoir déclaré qu'il fallait opposer au capitalisme financier le « capitalisme des entrepreneurs », annoncé qu'il serait mis fin aux « abus et aux scandales » (les fameux *parachutes dorés*), déclaré qu'il fallait « régler » les banques et « remettre à plat » le système monétaire et financier international, l'orateur a affirmé qu'il ne changerait pas une politique... inspirée par l'orthodoxie libérale.

Au ministère de la parole, Nicolas Sarkozy ferait un chroniqueur tout à fait acceptable. Dans un même texte, il peut aligner plusieurs séries de propositions contradictoires qui permettent de rassurer ou de satisfaire tout le monde. Efficace en campagne électorale, le procédé ne résiste pas une seconde à l'examen. Partisan du crédit hypothécaire en 2007, Nicolas Sarkozy a annoncé à plusieurs reprises qu'on allait en finir avec les privilèges des patrons et les folies des financiers. Mais rien n'a été fait et Bernard Tapie bénéficie d'un arrangement qui fait scandale...

Nicolas Sarkozy préside depuis le 1^{er} juillet le Conseil européen et déclare à Toulon que « la concurrence est un moyen, pas une fin en soi » ou encore que « l'autorégulation ne fonctionne plus » mais l'Eurogroupe a décidé le 12 septembre de laisser jouer les « stabilisateurs automatiques » et la Commission européenne a refusé le 25 septembre tout plan de sauvetage des banques.

Les peuples et les nations de l'Union européenne paieront très cher ces inconséquences et cette inertie.

Bertrand RENOUVIN